

2026 : ANNÉE NOIRE POUR LE MONDE DU TRAVAIL, JACKPOT POUR LE PATRONAT !

Le gouvernement Bayrou persiste et signe : plutôt que de répondre aux urgences sociales, il s'en prend une nouvelle fois au monde du travail.

L'avenir du pays se joue maintenant. Face à la fuite en avant austéritaire et militariste imposée par Macron et les dogmes néolibéraux de la Commission européenne, il est temps de se lever, de s'organiser et d'agir collectivement. Ne subissons plus.

Construisons une alternative sociale, démocratique et solidaire !

Salaires bloqués, conditions de travail dégradées, services publics à bout de souffle, urgence climatique balayée d'un revers de main, explosion de la TVA sur les factures de gaz et d'électricité : le tableau est sombre.

Et pendant ce temps-là, en 2023, l'État a versé 211 milliards d'aides publiques aux entreprises sans aucune contrepartie ! Dans le même temps, nous assistons à une multiplication des dividendes versés aux actionnaires. Pourtant, le Premier ministre continu d'expliquer que tout le monde doit participer à l'effort national pour stopper la dette.

Non, les propositions du budget 2026 ne mettront pas tout le monde à contribution : ce sont encore une fois les salariés, les privés d'emploi, les retraités et les plus précaires qui paieront l'addition.

Trop, c'est trop. Cette politique injuste doit être combattue.

Le Premier ministre méprise ouvertement les travailleurs et les retraités. Il ose parler de supprimer deux jours fériés, tout en restant silencieux sur les suppressions d'emplois massives et sur l'échec d'une politique économique libérale qui a englouti des milliards sans résultat. Pas de réindustrialisation, pas de progrès social. Juste plus d'austérité.

Les annonces du gouvernement sont non seulement injustes, mais aussi inefficaces. Elles vont aggraver la vie quotidienne de millions de personnes, plonger davantage de familles dans la pauvreté et abîmer encore un peu plus notre économie.

M
O
B
I
L
I
S
A
T
I
O
N

Ses annonces tombent comme une provocation, alors que 40 % des Français n'ont même pas les moyens de partir en vacances. Une gifle de plus pour le monde du travail, alors que l'urgence est ailleurs : à l'hôpital, à l'école, dans la transition écologique, dans l'industrie, dans la justice sociale.

Bayrou le sait : il n'a pas de majorité pour faire passer cette nouvelle cure d'austérité.
Rien n'est joué.

Pour le moment, nous n'en sommes qu'au stade des annonces, le débat parlementaire aura lieu à l'automne.

Aussi, la FNME-CGT appelle les travailleuses, les travailleurs et les retraités à se tenir prêts pour la mobilisation.

Pour contrer cette spirale régressive et amorcer un élan de progrès social, nous les énergéticiens, nous gagnerons une revalorisation de 9 % de notre grille des salaires ! Soyons à l'offensive et montrons que les travailleuses et travailleurs rassemblés ont encore leur destin en main !

L'heure est à la reconquête démocratique sur l'argent et les choix économiques. Il faut reprendre la main pour :

- Augmenter immédiatement les salaires, les pensions et les minimas sociaux,
- Faire baisser les prix de l'énergie,
- Garantir l'égalité professionnelle,
- Assurer l'emploi et la formation pour toutes et tous,
- Pré-recruter massivement dans nos services publics : écoles, hôpitaux, transports, justice, sécurité,
- Relancer l'industrie et l'agriculture pour répondre aux besoins réels,
- Relever les défis énergétiques en imposant le Programme Progressiste de l'énergie (PPE), climatiques et alimentaires,
- Et agir pour la paix, en Ukraine comme à Gaza, dans le respect du droit international.

Face à l'austérité, à la guerre et à l'injustice : faisons le choix d'une société juste, solidaire et durable.

Plus que jamais, imposons avec la CGT un sursaut collectif pour reprendre la main sur les grands choix qui engagent notre avenir commun.

Montreuil, le 22 juillet 2025